Affaire Sciences Po Grenoble : les étudiants ayant traité des profs d'islamophobes « devront être sanctionnés », indique la ministre Vidal (MàJ : Relaxe pour les étudiants)

27/11/2021 à 8h18



27/11/2021

La décision va à l'encontre du souhait de la ministre de l'enseignement supérieur de voir sanctionnés les dix-sept étudiants poursuivis pour avoir participé à la diffusion des accusations d'islamophobie visant deux professeurs au début de 2021.

La décision a été prise à l'unanimité. La commission de discipline de l'université de Clermont-Auvergne a relaxé, le 19 novembre, les dix-sept étudiants de Sciences Po Grenoble poursuivis pour leur participation, entre le 8 janvier et le 22 février 2021, à la diffusion des accusations d'islamophobie

visant deux professeurs de l'établissement. Les noms de ces enseignants avaient ensuite été placardés sur les murs de l'institut, le 4 mars, accolés à cette phrase : *« Des fascistes dans nos amphis. L'islamophobie tue. »* Une enquête de police est toujours en cours pour déterminer l'identité des poseurs d'affiches.

Seule une étudiante, sur les dix-sept, a fait l'objet d'une sanction d'exclusion temporaire avec sursis, dans le cadre d'une autre affaire, pour « diffamation » à l'encontre d'un membre du conseil d'administration de l'institut d'études politiques (IEP) qu'elle avait accusé de harcèlement sexuel.

Cette relaxe, dont *Le Monde* a eu copie, va à l'encontre des préconisations de la ministre de l'enseignement supérieur, Frédérique Vidal, qui avait appelé à sanctionner ces étudiants, membres de l'Union syndicale (US), au motif qu'ils s'étaient *« comportés de façon inadmissible »* en diffamant leurs professeurs sur les réseaux sociaux, en portant « *atteinte* » à l'honneur de ces derniers et, par conséquent, à la réputation de l'IEP.

Dans son rapport remis à la ministre le 7 mai, l'inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR) avait jugé sévèrement ces mêmes étudiants, accusés d'avoir créé *« un climat de peur ».* L'inspection appelait la directrice de l'établissement à engager sans délai une procédure disciplinaire à leur encontre, et lui intimait l'ordre de dépayser l'affaire dans un autre établissement pour éviter tout risque de trouble à l'ordre public et garantir l'impartialité des membres de la section disciplinaire.

[…]

Le Monde

08/05/2021

Des étudiants avaient publiquement diffamé des professeurs : ils devront être sanctionnés, indique ce samedi la ministre de l'Enseignement supérieur.

Les étudiants qui ont publiquement diffamé des professeurs de l'Institut d'études politiques (IEP) de Grenoble *"devront être sanctionnés*", a estimé samedi la ministre de l'Enseignement supérieur, à l'appui des conclusions d'un rapport qu'elle avait commandé sur l'affaire.

« *Les étudiants impliqués, en diffamant leurs professeurs sur les réseaux sociaux, en portant atteinte à leur honneur et par conséquent à la réputation de l'IEP, se sont comportés de façon inadmissible. Ils devront être sanctionnés* », déclare Mme Vidal dans un entretien au Figaro

[…]

Elle dénonce l'attitude des étudiants et leur « *manque d'intérêt marqué* » pour le respect de la vie privée ou la présomption d'innocence, qui a conduit aux affichages, « *une attitude surprenante* » pour des jeunes « *déjà bien avancés dans un cursus de sciences politiques* ».

« *Il nous faut réfléchir à une éducation aux règles minimales du droit sur les réseaux sociaux, peut-être pour tous les étudiants* », estime en réaction la ministre.

Le rapport regrette des réactions insuffisantes ou tardives de la direction de l'établissement, selon le journal.

[…]

Le Dauphiné

En Lien :

> *La directrice de Sciences Po Grenoble adresse un ferme rappel à l'ordre à l'un des deux professeurs accusés d'islamophobie. (MàJ : Le rapport de l'Inspection Générale de l'Education Nationale pointe la responsabilité de la direction) — https://t.co/9pMXca1SF0 pic.twitter.com/78lmgAP2Fl*
>
> *— Fdesouche.com est une revue de presse (@F_Desouche) May 8, 2021*

> *Sciences Po Grenoble : sur @BFMTV, le responsable du syndicat à l'origine de la cabale contre les deux enseignants refuse de condamner les collages qui les mettent en danger, et contourne la question : "c'est anormal que des professeurs tiennent ces propos". pic.twitter.com/SpI8V7DRrI*
>
> *— Paul Sugy (@PaulSugy) March 7, 2021*